

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
Z.A de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 30/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAINT GOBAIN ISOVER**

18 avenue d'Alsace  
92400 Courbevoie

Références : IC-R/293/25-CB/VM  
Code AIOT : 0005101491

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2025 dans l'établissement SAINT GOBAIN ISOVER implanté 19,RUE EMILE ZOLA 60290 Rantigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT GOBAIN ISOVER
- 19,RUE EMILE ZOLA 60290 Rantigny
- Code AIOT : 0005101491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAINT GOBAIN ISOVER bénéficie d'un arrêté d'autorisation délivré le 25 novembre

2008.

Cet arrêté réglemente les activités de la société centrées sur la recherche et le développement des laines minérales aussi bien en ce qui concerne les produits que les procédés. À cet effet, le site dispose de lignes pilotes ayant des équipements similaires à ceux d'une installation de production mais ne fonctionnant que par campagne. Elle apporte également un appui aux sociétés filiales étaux licenciés sous forme d'assistance technique, de formation en particulier dans les domaines four-fusion, fibrage, liants, lignes et automatismes industriels.

Un arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2015 vient compléter l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2008.

Un arrêté préfectoral complémentaire concernant la mise en œuvre du projet démonstrateur hydrogène a été signé le 18 septembre 2024.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Moyens d'intervention et de prévention	Arrêté Préfectoral du 21/11/2008, article 7.4.2 et 7.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative APC 2015	AP Complémentaire du 08/06/2015, article 2	Sans objet
2	Situation administrative APC 2024	Arrêté Préfectoral du 18/09/2024, article Article 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de réaliser un point sur la situation administrative ainsi que sur l'entretien des dispositifs incendie.

Une demande de justificatif a été formulée pour transmettre les rapports de vérification annuels des moyens de défense incendie comptant pour l'année 2025.

L'exploitant doit toutefois compléter son porter à connaissance du 7 mai 2025 en prenant en compte l'ensemble des éléments présentés en fiche de constat.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative APC 2015**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/06/2015, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>
<u>Article 2 : Liste des installations</u>

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 novembre 2008 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

- **2530.2.a)** : Fabrication et travail du verre, la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant : 2. Pour les autres verres (autres que sodocalciques) : supérieure à 500 kg/j - **A**

Nature de l'installation : **42 tonnes de verre par jour**

- **2525** : Fusion de matières minérales, y compris pour la production de fibres minérales. La capacité de fusion étant supérieure à 20 t/j - **A**

Nature de l'installation : **42 tonnes de verre par jour**

- **2515.1.b)**: Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 200 kW - **E**

Nature de l'installation : **Puissance installée de 347,21 kW**

- **2660** : Fabrication industrielle ou régénération de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) - **A**

Nature de l'installation : **Capacité de production de 2 t/j**

- **1185.2.a)**: Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg - **DC**

Nature de l'installation : **Quantité cumulée de fluide frigorigène : 340,48 kg**

- **2910-A2:** Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquels la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, la puissance thermique nominale de l'installation est : **2)** supérieure à 2MW, mais inférieure à 20 MW - **DC**

Nature de l'installation : **Puissance thermique totale : 2402,19 kW**

- **1510.3:** Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 2. Supérieur ou égal à 5000 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup>. - **DC**

Nature de l'installation : **Entrepôts couverts pour les produits finis : 40 000m<sup>3</sup>**

- **1220.3:** Emploi et stockage d'oxygène. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3- Supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t - **D**

Nature de l'installation : **Quantité maximale susceptible d'être employée : 28,34 tonnes**

- **1131.2 :** Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. 2. Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t - **D**

Nature de l'installation : **Quantité maximale stockée : 5,3 tonnes**

#### Constats :

Un point sur la situation administrative a été réalisé lors de l'inspection.

- Rubrique 2530-2a :

Dans l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 8 juin 2015, le site dispose d'une capacité de production de 42 tonnes de verre par jour.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le four n°3 était à l'arrêt depuis 2019, ce qui entraîne une baisse de production des capacités de production à 25 t/j avec l'activité des fours n°1 et n°2.

Lors de la visite terrain, il a été constaté l'arrêt de ce four et de la ligne de production associée.

Cette nouvelle capacité est indiquée dans le porter à connaissance du 7 mai 2025.

En prenant en compte cette diminution, le site reste soumis à autorisation au titre de la rubrique 2530.

**Il est demandé à l'exploitant de compléter son porter à connaissance en indiquant la raison de cette baisse de capacité de production (arrêt définitif du four n°3 par exemple).**

- Rubrique 2525 :

Dans l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 8 juin 2015, le site dispose d'une capacité de production de 42 tonnes de verre par jour.

Cette rubrique n'apparaît pas dans le tableau de classement des installations classées présent dans le porter à connaissance du 7 mai 2025.

La rubrique 2525 a été supprimée à compter du 24 novembre 2017 par le décret n°2017-1595, celle-ci constituant un doublon avec la rubrique 3340 "Fusion de matières minérales", créée par le décret n°2013-375 du 2 mai 2013.

Dans un courrier du 22 août 2014, l'exploitant a informé l'inspection que son site relève du statut de centre de recherche et de développement, et ne saurait à ce titre être soumis aux dispositions de la directive IED. Il proposait en conséquence de ne pas retenir la rubrique IED dans le classement de son installation.

Par courrier du 8 septembre 2014, l'inspection a répondu favorablement à cette analyse en confirmant que les centres de recherche et de développement n'étaient pas concernés par le champ d'application de la directive IED.

- Rubrique 2940-2-a :

Cette rubrique n'apparaît pas dans les arrêtés préfectoraux complémentaires du 8 juin 2025 et du 18 septembre 2024.

L'exploitant fait apparaître cette rubrique dans le tableau de classement présent dans le porter à connaissance du 7 mai 2025 indiquant que cela concerne "l'application par pulvérisation de liant (formo-phénolique, sucre et acide citrique, silicone, etc.), essentiellement composé de résine (catégorie B)" et une quantité maximale équivalente susceptible d'être utilisée supérieure à 100 kg/j avec un coefficient 1/2 appliqué, donc à un régime d'enregistrement pour cette rubrique.

- Rubrique 2515-1b :

L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas eu de modification sur les installations concernées par cette rubrique. Les équipements concernés sont les broyeurs dont la puissance installée est toujours de 347.21 kW.

L'établissement demeure à enregistrement pour cette rubrique.

- Rubrique 2660 :

Dans l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 8 juin 2015, le site dispose d'une capacité de production de 2 tonnes de résine par jour.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que cette activité était arrêtée au profit de la livraison de résine par IBC de 1m3 dans une quantité stockée sur site n'excédant pas 10 tonnes. Le stockage de résine est pris en charge par la rubrique 4120 (ex-1131), examiné ci-après.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que les équipements étaient à l'arrêt.

Cette rubrique n'apparaît pas dans le tableau de classement des installations classées présent dans le porter à connaissance du 7 mai 2025.

**Il est demandé à l'exploitant de compléter son porter à connaissance en précisant que cette activité a été arrêtée.**

- Rubrique 1185-2a :

Dans l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 8 juin 2015, le site dispose d'une quantité cumulée de fluide frigorigène de 340,48 kg.

La quantité cumulée de fluides frigorigènes indiquée dans le porter à connaissance du 7 mai 2025 est de 582,70kg, ce qui ne modifie pas le régime de classement de la rubrique.

**Il est demandé à l'exploitant de compléter son porter à connaissance en justifiant la quantité de fluides frigorigènes indiquée.**

- Rubrique 2910-A2 :

D'après l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 8 juin 2015, le site dispose d'une puissance thermique totale de 2 402,19 kW.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les chaudières du bâtiment K étaient à l'arrêt et donc que la puissance thermique totale du site est baissée rendant le site non classé pour cette rubrique.

La rubrique 2910-A n'apparaît pas dans le classement proposé dans le porter à connaissance du 7 mai 2025..

Il est demandé à l'exploitant de compléter son porter à connaissance en communiquant la liste des installations soumises à la rubrique 2910-A afin de justifier l'absence de classement au titre de la rubrique 2910.

- Rubrique 1510-3 :

La rubrique 1510 a été modifiée par le décret n°2020-1169, qui en a élargi le périmètre. Elle s'applique désormais aux « entrepôts couverts (installations pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leurs remorques, des établissements recevant du public, ainsi que des entrepôts exclusivement frigorifiques. »

L'exploitant a indiqué ne pas avoir modifié l'organisation de ses stockages. Dans l'arrêté préfectoral complémentaire datant de 2015, il déclare disposer de 40 000 m<sup>3</sup> d'entrepôts couverts, ce qui représente, selon lui, l'ensemble des structures de stockage présentes sur le site. Par ailleurs, l'exploitant a transmis au SDIS, pour avis, le permis de construire n° PC 060 524 25 00003 en date du 26 mai 2025. Ce permis porte sur la construction de deux structures de 31,5 m<sup>2</sup> chacune, d'une hauteur au faîtage de 2,95 m. Ces bâtiments seront utilisés comme zones de test pour le vieillissement des isolants. Ils ne seront pas destinés au stockage et n'auront donc aucune incidence sur la rubrique 1510, ni sur les autres rubriques applicables à l'établissement.

L'établissement demeure donc soumis au régime de la déclaration au titre de la rubrique 1510-2.

- Rubrique 1220-3 :

La rubrique n°1220 a été supprimée à compter du 1er juin 2015 par le décret n°2014-285. Elle a été remplacée, par ce même décret, par la rubrique n°4725 relative à l'oxygène (n° CAS 7782-44-7).

Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que la quantité d'oxygène susceptible d'être présente sur le site demeure inchangée, soit 28,34 tonnes, correspondant à la capacité maximale de la cuve de stockage implantée sur l'installation. Le régime de déclaration demeure applicable.

- Rubrique 1131-2 :

La rubrique n°1131 a été supprimée à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015 par le décret n°2014-285. Elle a été remplacée, par ce même décret, par la rubrique n°4120 "Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition".

L'exploitant a précisé que les substances visées par cette rubrique étaient les résines phénoliques (2. Substances et mélanges liquides) et que les quantités stockées sur site sont très inférieures à 10 tonnes, mais supérieures à 1 tonne.

Le régime de déclaration demeure applicable.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



**Observation** : il est demandé à l'exploitant de compléter son porter à connaissance du 7 mai 2025 en prenant en compte l'ensemble des éléments présentés dans la fiche de constat.

**Type de suites proposées** : Sans suite

N° 2 : Situation administrative APC 2024

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 18/09/2024, article Article 3

**Thème(s)** : Situation administrative, Nature des installations

**Prescription contrôlée** :

**Article 3 : Nature des installations**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2015 est complété comme suit :

- **2910.B.2** : Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.**B.** Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :**2.** Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW - **A**

Caractéristique de l'installation : Puissance thermique nominale du bruleur du démonstrateur : 0,9 MW

- **4715.2** : Hydrogène (n° CAS 133-74-0). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant:**2.** Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t - **D**

Caractéristique de l'installation : 850 kg

**Constats** :

Un point sur la situation administrative a été réalisé lors de l'inspection.

- Rubrique 2910-B2 :

D'après l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2024, le site dispose d'une puissance thermique nominale de 0,9 MW fournie par le brûleur du démonstrateur à hydrogène. Dans son porter à connaissance du 7 mai 2025, l'exploitant annonce le passage en phase 2 du projet démonstrateur hydrogène. Cette nouvelle phase prévoit l'installation de l'équipement sur ligne de production ainsi que l'introduction de matière en vue de tests de production.

Conformément au champ d'application de la rubrique 2910, cette seconde phase ne relève plus de cette rubrique de combustion car elle entre désormais dans le champ de la rubrique 2530 "Fabrication et travail du verre".

Dans le tableau de classement présenté dans le porter à connaissance du 7 mai 2025, l'exploitant indique que la puissance thermique du démonstrateur est de 0,9 MW et qu'en phase 2, l'équipement ne sera plus couvert par cette rubrique, sans pour autant indiqué cette rubrique comme non classée.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les projets futurs du site pouvaient inclure des tests de nouveaux gaz qui entreraient dans la rubrique 2910-B dans la phase initiale de tests de combustion.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que le démonstrateur à hydrogène était présent dans le bâtiment J mais n'était pas raccordé.

**Il est demandé à l'exploitant de compléter son porter à connaissance en clarifiant son positionnement vis-à-vis du classement au titre de la rubrique 2910-B.**

- Rubrique 4715-2 :

D'après l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2024, le site dispose d'une quantité de stockage d'hydrogène de 850 kg.

Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que l'hydrogène stocké sur site est exclusivement destiné à la réalisation d'essais dans le cadre du projet démonstrateur hydrogène, conformément au porter-à-connaissance instruit et validé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2024.

L'exploitant a indiqué que la quantité d'hydrogène présente sur site est strictement limitée à une semi-remorque de 129 bouteilles représentant une quantité de 850 kg. Cette quantité restera inchangée avec la phase 2 du projet.

La rubrique est toujours soumise à Déclaration.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Moyens d'intervention et de prévention

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/11/2008, article 7.4.2 et 7.4.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention

**Prescription contrôlée :**

**Article 7.4.2 Entretien des moyens d'intervention et de prévention**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Outre les ressources susvisées, un système de détection incendie au niveau du poste 33 et de la salle de contrôle du bâtiment J est mis en place.

#### **Article 7.4.3. Ressources en eau et mousse**

L'exploitant dispose a minima :

- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement. Ces moyens sont, à minima, de 250 extincteurs manuels portatifs ;
- d'une réserve de matériel incendie dans le bâtiment H ;
- de 53 Robinets d'Incendie Armés répartis sur l'ensemble des locaux ;
- de 8 poteaux d'Incendie ; leur débit minimal et unitaire est de 60 m<sup>3</sup>/h avec une pression de 1,5 bars (l'exploitant devra pouvoir justifier du débit des poteaux incendie et de leur pression).

#### **Constats :**

- **Extincteurs :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué être dans l'attente du procès verbal relatif à l'intervention de vérification des extincteurs réalisée en mai 2025.

L'exploitant a présenté à l'inspection le procès-verbal d'intervention sur parc d'extincteurs du site, établi par l'entreprise Eurofeu Services à l'issue de la vérification effectuée le 19 avril 2024, au titre de l'année 2024.

Le procès verbal mentionne la vérification de 322 extincteurs, tous déclarés en bon état et fonctionnels, ou remplacés lors de l'intervention.

Le registre de vérifications des moyens d'intervention incendie de l'établissement atteste le passage de la société Eurofeu Solutions le 14 mai 2025, dans le cadre de la vérification annuelle des extincteurs. Cependant, l'exploitant ne disposait pas du rapport de vérification le jour de l'inspection.

Lors de la visite terrain, l'inspection a procédé par échantillonnage, à la vérification de :

- l'extincteur mobile présent dans la zone destinée à l'implantation du démonstrateur hydrogène pour les tests de combustion, qui était en bon état, accessible avec une date de vérification du 14/05/2024.

- l'extincteur présent dans le bâtiment H sur la façade Ouest, qui était bon état, accessible avec une date de vérification du 14/05/2024.

- **Robinets d'Incendie Armés :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué être en attente de la transmission du procès-verbal relatif à l'intervention effectuée en mai 2025 portant sur la vérification annuelle des RIA.

L'exploitant a présenté à l'inspection le procès-verbal d'intervention sur parc de robinets incendie armés, établi par l'entreprise Eurofeu Services à l'issue de la vérification effectuée le 19 avril 2024, au titre de l'année 2024.

Selon ce document, 59 RIA ont été contrôlés. Parmi eux, 58 ont été déclarés en bon état de fonctionnement. Un équipement a été identifié comme non conforme, en raison d'une fuite constatée au niveau du diffuseur. L'exploitant a indiqué que cette non-conformité a été enregistrée dans la GMAO de l'établissement et que le remplacement de l'équipement défectueux a été effectué le 23 mai 2024.

Le nombre de RIA et leur état sont conformes aux prescriptions visées.

Lors de la visite terrain, l'inspection a procédé par échantillonnage, à la vérification :

- du RIA présent proche du four n°1, qui était en bon état, accessible et indiqué vérifié en 2025.

- du RIA présent dans la zone du four n°2, qui était en bon état, accessible et indiqué vérifié en 2025.

Le jour de l'inspection; l'exploitant ne disposait pas du rapport de vérification des RIA réalisé en 2025.

- **Poteaux incendie :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué être en attente de la transmission du procès-verbal relatif à l'intervention de mai 2025, portant sur la vérification annuelle des poteaux incendie.

Il a néanmoins présenté le procès-verbal d'intervention établi par l'entreprise Eurofeu Services à l'issue de la vérification du parc de poteaux incendie réalisée le 5 avril 2024, au titre de l'année

2024.

Selon ce document, les pressions relevées à un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sont les suivantes :

Poteau n°1 : 1,9 bar

Poteau n°2 : 2,1 bar

Poteau n°3 : 1,8 bar

Poteau n°4 : 1,9 bar

Poteau n°5 : 1,8 bar

Poteau n°6 : 1,7 bar

Poteau n°7 : 1,7 bar

Poteau n°8 : 1,6 bar

L'exploitant a été en mesure de démontrer que, pour un débit de 60 m<sup>3</sup>/h, la pression mesurée sur l'ensemble des poteaux incendie du site est supérieure à 1,5 bar.

La situation est conforme aux prescriptions réglementaires en vigueur.

Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas des résultats des mesures réalisés sur les poteaux incendies en 2025.

- **Détection incendie :**

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence de détecteurs incendie au niveau du poste 33 ainsi que dans la salle de contrôle J.

L'exploitant a précisé que ces détecteurs sont asservis à une centrale de détection incendie permettant le déclenchement de l'alarme sonore, ainsi que le report de l'alerte vers le poste de garde et sur les téléphones d'astreinte, en dehors des périodes de production.

L'exploitant a également transmis le rapport d'intervention relatif à la maintenance des installations de détection incendie, réalisé par la société SAROUILLE le 10 février 2025.

Selon ce document, le système de détection présent dans ces deux zones a été vérifié et déclaré conforme.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de justificatif :** il est demandé à l'exploitant de transmettre les rapports de vérification

des poteaux incendie, RIA et extincteurs de l'année 2025 sous 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours